



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/1982/3/Add.26
14 novembre 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ARABE

Première session ordinaire de 1984

APPLICATION DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS
ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Rapports concernant les droits visés par les articles 13 à 15
du Pacte, présentés par les Etats parties conformément à la
résolution 1988 (LX) du Conseil

IRAQ

[7 avril 1983]

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1 - 8	3
I. ARTICLES 13 ET 14 DU PACTE	9 - 29	5
A. Mesures législatives prises en matière d'éducation en application des articles 13 et 14 du Pacte	9 - 29	5
1. Décisions du Conseil du commandement révolutionnaire	12 - 16	6
2. Législation	17 - 20	6
3. Réglementation	21 - 29	7

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
B. Bref aperçu de l'évolution sur le plan quantitatif dans le domaine de l'éducation entre les années scolaires 1968/1969 et 1980/1981	30 - 62	8
1. Enseignement primaire	30 - 33	8
2. Enseignement secondaire	34	8
3. Formation professionnelle	35	9
4. Alphabétisation et éducation des adultes	36 - 42	9
5. Enseignement supérieur	43 - 44	10
6. Les études supérieures	45 - 46	11
7. Le développement des universités, instituts de technologie et centres de recherche scientifique	47 - 62	12
II. ARTICLE 15 DU PACTE	63 - 77	14
A. Droit de bénéficier du progrès scientifique	63 - 65	14
B. L'aide fournie par l'Iraq en matière d'éducation aux pays arabes frères et aux pays amis	66 - 72	14
C. Les étudiants étrangers en Iraq	73 - 77	16
1. Aux niveaux primaire et secondaire et dans les classes préparatoires ..	74 - 75	16
2. Dans l'enseignement supérieur	76 - 77	16
D. Réalisations de l'Iraq en matière de développement individuel et social	78 - 101	17
1. Protection sociale	78 - 90	17
2. Formation professionnelle	91 - 92	19
3. Education des travailleurs	93 - 95	20
4. Réforme sociale	96 - 101	20
		/...

INTRODUCTION

1. Depuis la révolution du 17 au 30 juillet 1968, la direction du parti socialiste arabe Ba'ath a attaché une importance particulière au secteur de l'éducation, d'une part parce que les principes du parti considèrent l'homme comme à la fois l'objet et l'instrument de la révolution et d'autre part parce que c'est au secteur de l'éducation que revient l'entière responsabilité de la formation des générations nouvelles et de leur préparation à assumer les tâches et les fardeaux de la renaissance générale, arabe et nationale.

2. Chacun sait que la révolution a hérité d'un système éducatif arriéré dont la création et les principes de base remontent au colonialisme et qui était caractérisé par l'absence de planification, de philosophie ou d'objectifs clairs. Ce système contraire aux intérêts du peuple s'est développé de manière anarchique, improvisée et inefficace.

3. L'analphabétisme généralisé, une éducation quasi inexistante pour les femmes et très peu de possibilités de formation professionnelle, telles étaient les caractéristiques principales de l'ancien système d'éducation.

4. Au cours de l'année scolaire 1920-1921, année qui peut être considérée comme le point de départ de l'éducation moderne en Iraq, on comptait dans le pays 90 écoles primaires où 480 instituteurs dispensaient un enseignement à 8 193 élèves. Ces écoles étaient groupées dans les zones urbaines et faisaient défaut dans les régions rurales, où régnait l'analphabétisme. Pour rattraper le temps perdu et supprimer l'obscurantisme hérité des régimes précédents, la politique de l'Iraq en matière d'éducation a fait au cours des 13 années écoulées depuis la révolution, de grands progrès dans la planification intégrée des méthodes, des programmes, des objectifs, de la législation et des étapes, en liaison avec l'évolution des réalités nationales et en accord avec le développement humanitaire dans le monde. La planification de l'éducation est devenue l'un des principaux fondements de la politique de l'Iraq en matière d'éducation, ce qui a permis :

a) La redéfinition de la philosophie de l'éducation et des objectifs généraux du système d'enseignement conformément à la philosophie socio-économique du pays;

b) La fixation des objectifs des différents niveaux de l'enseignement;

c) L'étude et l'analyse de la situation de l'éducation en Iraq;

d) L'établissement de plans à long et moyen terme, compte tenu de la situation réelle du système éducatif et des possibilités existantes;

e) L'intégration de la politique en matière d'éducation à la politique de développement national.

/...

5. L'éducation a donc connu en Iraq un changement radical avec la définition par la révolution d'objectifs clairs visant à donner au secteur de l'éducation un rôle important dans le processus de développement effectif de l'être humain, sur les plans social, culturel, scientifique, physique et psychologique. L'éducation étant un processus intégré visant à la formation de l'individu et au développement de ses capacités, les mesures suivantes ont été prises en 1970 :

a) La définition des principes directeurs de la nouvelle politique en matière d'éducation, à la lumière de la politique générale de l'Etat et de sa philosophie sociale;

b) La réorganisation du Ministère de l'éducation pour lui donner les moyens d'appliquer cette nouvelle politique;

c) L'instauration d'une coordination avec le Ministère de l'enseignement supérieur;

d) La formulation de propositions concernant les meilleures méthodes de préparation et de formation des enseignants;

e) L'élaboration d'un programme d'action en vue de la modernisation des structures du Ministère de l'éducation et d'un plan à long terme de l'éducation.

6. Cette politique de l'éducation se distingue essentiellement par la clarté de ses objectifs et de sa philosophie qui, à leur tour, définissent clairement la voie à suivre en matière d'éducation pour réaliser les objectifs fondamentaux, théoriques et pratiques du parti et de la révolution et mettre en place les programmes d'éducation appropriés à la construction du pays et à la formation de citoyens authentiques, considérés comme éléments de base du processus de développement général, arabe et national.

7. Cette philosophie de l'éducation se fonde sur les principes importants suivants :

a) La consolidation de l'unité nationale et la mobilisation de toutes les énergies dans la bataille de la construction et du développement;

b) Le développement d'une prise de conscience nationale et l'utilisation des connaissances scientifiques au service de la nation arabe, de ses objectifs et de sa mission humanitaire;

c) La formation d'un citoyen révolutionnaire qui refuse l'arriération sous toutes ses formes, qui possède la volonté de faire changer les choses, qui est résolu à relever tous les défis que rencontre son pays et qui lie son sort à celui de la nation arabe;

d) L'importance des connaissances et du raisonnement scientifique et la formation d'une mentalité moderne évoluée;

e) La consolidation de la démocratie populaire et le développement de l'esprit d'initiative et du sens de l'effort en vue du développement national;

/...

f) L'ouverture sur les cultures du monde et l'interaction avec elles;

g) L'importance du développement du sens du travail, élément essentiel de la vie en société.

8. Il serait trop long de dresser une liste des réalisations de la révolution iraquienne dans le domaine de l'éducation car ce dernier a connu un essor qualitatif et quantitatif, dans le cadre général de la marche de la révolution et de la mise en place de programmes arabes et nationaux de développement de l'éducation à tous les niveaux, que ce soit par l'accroissement du nombre des étudiants, l'amélioration des méthodes et des programmes d'enseignement, l'utilisation des techniques modernes, la formation théorique et pratique et la liaison entre les activités d'enseignement et les activités de développement dans les domaines industriel, agricole, social et culturel au sens large.

I. ARTICLES 13 ET 14 DU PACTE

A. Mesures législatives prises en matière d'éducation en application des articles 13 et 14 du Pacte

9. En Iraq, l'éducation est gratuite à tous les niveaux, depuis l'école maternelle jusqu'aux stades les plus élevés de l'enseignement supérieur et universitaire, comme elle est obligatoire pour le cycle primaire, d'une durée de six ans, pour tous les enfants entre six et 11 ans, en vertu de la loi 118 de 1976 sur l'enseignement primaire obligatoire et de l'ordonnance No 30 de 1977 sur les écoles primaires. L'article premier de la loi 124 de 1971 relative au Ministère de l'éducation stipule que tous les enfants et adolescents irakiens doivent avoir gratuitement accès à l'éducation. Cette gratuité de l'enseignement pour tous les citoyens irakiens sans exception est de plus inscrite dans la Constitution provisoire de la République iraquienne et dans l'ensemble des textes législatifs et réglementaires comme dans les statuts et les principes de base du parti socialiste arabe Ba'ath qui accorde une grande importance au droit de chaque individu à l'éducation et à l'acquisition des connaissances qui lui permettent de développer sa personnalité en mettant à profit tous les moyens disponibles. De plus, la loi No 118 de 1976 relative à l'enseignement primaire obligatoire interdit aux parents et tuteurs légaux d'empêcher leurs enfants d'acquérir une éducation et sanctionne de tels actes par des amendes et en cas de récidive par des peines d'emprisonnement dont la durée est spécifiée.

10. Au-delà de l'enseignement primaire, règne la liberté individuelle et collective (celle des parents en particulier) d'orienter les enfants vers l'enseignement, le métier ou la profession qu'ils jugent appropriés. Par ailleurs, tous les programmes d'enseignement à tous les niveaux réaffirment la nécessité de prendre en compte les aspects spirituels et moraux de la vie ainsi que le respect des religions révélées. De même, la philosophie du parti et de la révolution en matière d'éducation comme en ce qui concerne la société en général, met l'accent sur la nécessité de respecter les religions.

11. Ces principes fondamentaux font l'objet des articles 1 et 2 de la loi No 124 de 1971 relative au Ministère de l'éducation.

/...

1. Décisions du Conseil du commandement révolutionnaire

12. La décision No 102 du 27 février 1974 stipule la gratuité de l'enseignement à tous les niveaux ainsi que la gratuité des manuels scolaires et des activités sociales et sportives liées à l'enseignement.

13. La décision No 284 du 6 mars 1975 a aboli l'enseignement privé et intégré les écoles privées dans le secteur public, instaurant ainsi, à tous les niveaux, un système d'enseignement public unifié, ce qui facilite la planification et l'exécution par l'Etat des programmes en matière d'éducation.

14. La décision No 4 du 2 janvier 1978 a instauré une indemnité professionnelle mensuelle de 20 dinars accordée à tous les travailleurs de l'éducation, qu'ils soient enseignants, administrateurs, cadres ou spécialistes. Cette décision a en outre prévu la promotion des directeurs régionaux de l'éducation au grade de directeur général, à égalité d'avantages avec les directeurs généraux de l'administration centrale.

15. La décision No 496 du 19 avril 1979 a instauré un système d'écoles populaires où les personnes sorties des centres d'alphabétisation peuvent atteindre le niveau de la sixième année de l'enseignement primaire et éventuellement passer au stade équivalent dans les autres canaux du système éducatif.

16. La décision No 439 du 25 mars 1980 a exonéré de droits de douane tous les matériels d'enseignement, ainsi que les appareils et équipements connexes.

2. Législation

17. L'article premier de la loi No 124 de 1971 relative à l'organisation du Ministère de l'éducation cite parmi les objectifs de ce ministère, le progrès de la société, le développement des ressources humaines et la formation de citoyens croyant en Dieu et dévoués à la nation.

18. La loi No 198 de 1975 a créé au Ministère de l'éducation un Office de la formation professionnelle, qui a principalement pour but de former les techniciens moyens nécessaires à la bonne exécution du plan de développement national, et en sa qualité de personne morale, est investi de tous les droits et pouvoirs dont il a besoin pour réaliser ses objectifs. Il bénéficie en outre d'une indépendance administrative et financière et relève du Ministre de l'éducation.

19. La loi No 118 de 1976 a instauré l'école primaire gratuite et obligatoire pour tous les enfants en âge d'être scolarisés, à compter de l'année scolaire 1978-1979. Les principes de démocratisation de l'éducation et d'égalité des chances pour tous font obligation à l'Etat de prendre matériellement en charge l'application de cette loi et aux parents et tuteurs d'inscrire les enfants à l'école primaire dès l'âge de six ans.

20. La loi No 92 de 1978, relative à la Campagne nationale d'alphabétisation, concerne tous les citoyens entre 15 et 45 ans qui ne savent ni lire ni écrire ou qui n'ont pas atteint un niveau suffisant d'éducation. Cette loi a créé le Conseil supérieure pour la Campagne nationale d'alphabétisation obligatoire.

3. Réglementation

21. L'article premier du règlement No 13 de 1972 relatif à la réorganisation du Ministère de l'éducation et à la définition des fonctions de ses directeurs généraux et directeurs de départements, attribue au Ministre de l'éducation la responsabilité des politiques et de l'orientation du Ministère ainsi que de la supervision de l'exécution des lois, règlements et plans concernant l'éducation.

22. Le règlement No 2 de 1977, relatif aux écoles secondaires, donne pour objectif à ces établissements de permettre aux jeunes ayant terminé le cycle primaire de poursuivre le développement physique, intellectuel, moral et spirituel de leur personnalité.

23. L'article premier du règlement No 37 de 1977 relatif à la formation des enseignants, attribue au Ministère de l'éducation la responsabilité de former des enseignantes et des enseignants pénétrés de la foi en leur nation et en son unité, fiers de son patrimoine humanitaire, dévoués aux principes socialistes, démocratiques et populaires et à même de fournir une contribution moderne et scientifique au progrès de la société où ils vivent.

24. Le règlement No 11 de 1978 relatif aux écoles maternelles, attribue à ces établissements l'objectif d'assurer la croissance et le développement adéquats de la personnalité physique et intellectuelle des enfants âgés de 4 à 6 ans et d'assurer dans les meilleurs conditions la relève d'une saine éducation parentale.

25. Le règlement No 24 de 1978 relatif aux centres de formation professionnelle, confère à l'Office de formation professionnelle la responsabilité de la généralisation d'une instruction technique moderne visant à former les divers types de main-d'oeuvre qualifiée nécessités par les plans de développement national.

26. L'article premier du règlement No 30 de 1978, relatif aux écoles primaires, attribue au Ministère de l'éducation la responsabilité de la formulation des politiques en matière d'enseignement primaire, de l'établissement des plans de généralisation de l'école obligatoire et de la préparation et de l'approbation des programmes et manuels d'éducation primaire. Ce ministère est de plus responsable des aspects techniques du développement et de l'amélioration de l'enseignement primaire dans le cadre du plan de développement national ainsi que de la répartition des ressources disponibles entre les régions du pays et à l'intérieur de ces régions.

27. La directive No 2 de 1981 émanant de l'Office public de protection sociale, accorde l'indemnité prévue par la décision No 1217 du 9 septembre 1981 du Conseil du commandement révolutionnaire à tout étudiante ou étudiant iraquien dépourvu de parents ou tuteur légal lui assurant un appui financier. De même, l'indemnité d'invalidité totale est versée à tout étudiant ou étudiante poursuivant ses études jusqu'au niveau universitaire.

28. Les allocations familiales continuent d'être versées au titre des enfants de plus de 18 ans lorsque ceux-ci continuent leurs études. Les étudiants mariés sont considérés comme constituant des familles à part entière, bénéficiant à ce titre des dispositions de la loi de protection sociale.

29. Les prêts obtenus par des étudiants au cours de leurs études ne sont pas pris en compte dans le calcul de leurs revenus. Les étudiants orphelins ayant des frères ou des soeurs qui poursuivent leurs études sont considérés comme des chefs de famille à part entière si personne n'assure leur entretien ou s'ils n'ont pas de source de revenus et ont donc droit aux indemnités prévues par la loi.

B. Bref aperçu de l'évolution sur le plan quantitatif dans le domaine de l'éducation entre les années scolaires 1968/1969 et 1980/1981

1. Enseignement primaire

30. Le nombre total de garçons et de filles inscrits dans les écoles maternelles est passé de 14 530 au cours de l'année scolaire 1968/1969 à 76 507 au cours de l'année 1980/1981, soit une augmentation de 527 p. 100. Parallèlement, le nombre des enseignantes dans les écoles maternelles est passé de 551 à 3 235 soit un accroissement global de 587 p. 100, et le nombre des écoles maternelles est passé de 135 à 387 soit un accroissement de 287 p. 100. Au cours de l'année scolaire 1980/1981, les écoles maternelles ont accueilli 7 p. 100 de la population de la classe d'âge de 4 à 5 ans.

31. L'enseignement primaire a fait l'objet d'une attention particulière et croissante, en tant qu'élément essentiel, étroitement lié à tous les aspects et tous les secteurs du développement. Ainsi, le Ministère de l'éducation a déployé de grands efforts en vue de l'application de la loi sur l'école primaire obligatoire qui est entrée en vigueur au début de l'année scolaire 1978/1979, avec pour objectif de surmonter les problèmes soulevés par l'intégration de plus de 600 000 élèves dans la première année de l'enseignement primaire et leur progression dans le cycle d'études primaires avec le taux le plus faible possible d'échecs ou d'abandons. Ces efforts sont conformes aux objectifs de la révolution tels qu'ils ont été exprimés dans le rapport de politique générale du huitième Congrès national du parti qui a mis l'accent sur le rôle du Ministère de l'éducation dans la généralisation de l'école primaire obligatoire, considérée comme un facteur important, aussi bien sur le plan arabe et national que dans la vie de chaque citoyen.

32. L'enseignement primaire accueille la plus forte proportion d'inscrits de tous les niveaux scolaires.

33. En effet, le nombre d'élèves de ce niveau est passé de 1 017 050 élèves en 1968/1969 à 2 612 332 en 1980/1981 soit un accroissement général de 257 p. 100. Le personnel enseignant est passé au cours de la même période de 47 058 à 93 917 soit un accroissement de 200 p. 100. Pour faire face à cet afflux toujours croissant d'élèves, le nombre d'établissements d'enseignement primaire est passé au cours de la même période de 5 137 à 11 280 soit un accroissement de 220 p. 100.

2. Enseignement secondaire

34. L'enseignement secondaire a aussi fait l'objet d'une grande attention de la part des autorités chargées de l'éducation et les efforts de ces dernières à cet égard n'ont pas été sans effet sur l'augmentation du nombre des inscriptions, des enseignants et des établissements. Le nombre total d'inscrits dans les niveaux

/...

préparatoires et moyens de l'enseignement secondaire est passé de 285 721 en 1968/1969 à 950 142 en 1980/1981 soit un taux d'accroissement de 333 p. 100. Au cours de la même période le nombre d'enseignants du secondaire est passé de 9 378 à 28 453, soit une augmentation de 303 p. 100. Parallèlement, le nombre des écoles moyennes, préparatoires et secondaires est passé de 837 à 1 891 soit une augmentation de 226 p. 100.

3. Formation professionnelle

35. Ce secteur a connu une expansion tout aussi remarquable au cours de la période 1968/1969 - 1980/1981, parce que l'Etat est bien conscient de l'importance de la formation professionnelle pour le développement économique, auquel elle fournit les techniciens moyens et la main-d'oeuvre qualifiée nécessaires dans les secteurs industriel, agricole et tertiaire. Le nombre total d'inscrits dans les centres de formation professionnelle pour l'industrie, l'agriculture et le commerce est passé de 7 096 en 1968/1969 à 56 835 en 1980/1981, soit un taux élevé de croissance de 801 p. 100. Parallèlement, le nombre de formateurs rattachés à ces centres est passé de 528 à 4 150, soit un accroissement de 786 p. 100 et le nombre des centres de formation professionnelle, de 26 à 143 soit un accroissement de 551 p. 100.

4. Alphabétisation et éducation des adultes

36. Le Gouvernement révolutionnaire iraquien a toujours accordé une importance particulière au problème de l'analphabétisme, conscient en cela du fait qu'il représente non seulement un legs dangereux de l'arriération sociale mais aussi un obstacle à l'évolution des sociétés humaines et à leur progrès. Les organismes d'Etat et les autorités compétentes de l'enseignement ainsi que les organisations professionnelles et populaires ont déployé des efforts considérables en vue de réduire l'importance de l'analphabétisme et d'en ramener le taux au plus faible niveau possible.

37. Les efforts en ce sens ont gagné en force et enthousiasme après la publication du rapport de politique générale du huitième Congrès national du parti socialiste arabe Ba'ath qui s'est tenu en 1974 et qui a défini les tâches à accomplir en vue de supprimer de manière complète et définitive l'analphabétisme, dans le cadre d'une grande campagne nationale, sous l'égide du parti et avec la participation des organismes publics, des forces armées et de toutes les organisations professionnelles et populaires.

38. Le Ministère de l'éducation et les autorités chargées de l'alphabétisation n'ont cessé d'oeuvrer au succès de cette campagne nationale d'alphabétisation en lui fournissant les moyens matériels, humains, techniques et législatifs nécessaires et ceci particulièrement après la promulgation de la Loi No 92 de 1978. Lorsque cette campagne s'est ouverte, le 1er décembre 1978, l'Office central de statistiques établissait le nombre d'analphabètes de la classe d'âge 15-45 ans à 2 212 630 dont 676 693 du sexe masculin et 1 535 937 du sexe féminin.

39. Les programmes élaborés dans le cadre de cette campagne se sont donnés pour objectif d'assurer, au cours de la période de trois années allant jusqu'au 31 octobre 1981, l'alphabétisation de l'ensemble de la classe d'âge susmentionnée.

/...

40. La Conférence de Bagdad sur la suppression de l'analphabétisme a estimé en 1976 le coût total de cette campagne à environ 67 millions de dinars. Bien que toute quantification soit inappropriée en matière de suppression de l'analphabétisme, l'étude comparative des chiffres dans ce domaine donne une idée, incroyable mais vraie, de la réussite de cette campagne dont le succès a dépassé toutes les prévisions.

41. Parmi les indicateurs de l'évolution quantitatives en matière de suppression de l'analphabétisme on peut remarquer ce qui suit :

a) Au cours de l'année scolaire 1968-1969, les centres d'alphabétisation ont accueilli 14 740 élèves des deux sexes. Au cours de l'année 1979-1980, ce chiffre est passé à 1 986 136, soit une augmentation remarquable, de l'ordre de 13 374, 15 p. 100;

b) Le personnel enseignant dans ces centres est passé de 583 enseignants et conférenciers à 71 416 en 1979-1980;

c) Au cours de la même période (1968-1969 à 1980-1981), le nombre des centres d'alphabétisation est passé de 255 à 27 403;

d) La mise en oeuvre de cette campagne a permis d'abaisser le taux d'analphabétisme de 60 p. 100 en 1968-1969 à environ 15 p. 100 en 1979-1980.

42. L'Iraq a obtenu en 1979 la plus haute récompense de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), le prix Nadejda K. Krupskaja destiné à récompenser un travail méritoire dans le domaine de l'alphabétisation et ceci, en raison de ses succès dans la mobilisation effective de toutes les forces vives de la nation dans une vaste campagne d'alphabétisation des masses, grâce à la création de l'infrastructure dynamique appropriée, l'utilisation des méthodes et des matériels pédagogiques adaptés aux besoins de la population concernée, la coopération avec les organismes à caractère régional pour la formation du personnel enseignant et l'instauration d'une liaison entre l'éducation scolaire et extrascolaire. Ce prix a aussi récompensé l'exemple que l'Iraq a donné à la communauté internationale en matière de volonté politique résolue dans le domaine de l'éducation. (Résolution de l'Unesco relative à l'attribution de ce prix à l'Iraq en 1979.)

5. Enseignement supérieur

43. La loi No 132 du 30 juin 1970 a créé le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique qui s'est attaché depuis sa création à :

a) Introduire dans l'activité scientifique et dans l'enseignement supérieur les changements qualitatifs et quantitatifs nécessaires au développement et à l'élévation du niveau scientifique, technique et technologique des institutions et des programmes;

b) Assurer la coordination et la complémentarité entre les programmes et objectifs de l'activité scientifique et de l'enseignement supérieur et les plans généraux que l'Etat établit pour ses divers organismes économiques, politiques et sociaux;

/...

c) Diversifier les études et recherches scientifiques et les spécialisations techniques et technologiques dans les universités, instituts et centres de recherche, en tenant compte des projets de développement de grande ampleur du pays;

d) Former une génération libérée de la peur, de l'ignorance et de l'obscurantisme, dotée d'une forte personnalité, d'une saine constitution et d'un haut sens des valeurs morales, consciente et fière du patrimoine de civilisation de sa nation, de son pays et de son peuple, maîtrisant les dernières réalisations de la science, de la technique et de la technologie et capable de les utiliser et de les développer pour les mettre au service de la lutte de sa nation contre le colonialisme, le racisme, le sionisme et l'arriération;

e) Former des savants, penseurs, professeurs d'université, enseignants et experts nationaux;

f) Assurer une évolution équilibrée des progrès de la science pure, de la science appliquée, de l'expérimentation et de la recherche;

g) Promouvoir la recherche scientifique, encourager le talent et la créativité et fournir aux chercheurs, pionniers de la science et inventeurs, les moyens techniques, matériels et moraux leur permettant de poursuivre leur mission en paix et en toute confiance;

h) Soutenir et encourager les organisations scientifiques du pays et leur fournir une aide financière.

44. Au cours de l'année académique 1968/1969, le premier cycle d'études universitaires a accueilli 40 157 étudiants et étudiantes et ce chiffre a plus que doublé ensuite pour arriver au cours de l'année 1978/1979 à 89 197, ce qui représente un taux d'accroissement de 122 p. 100. Au cours de l'année scolaire 1979/1980, 12 915 étudiants et étudiantes sont entrés en première année du premier cycle universitaire.

6. Les études supérieures

45. Le nombre d'étudiants et étudiantes inscrits dans les cycles supérieurs des études universitaires est passé de 134 au cours de l'année universitaire 1970/1971 à 2 068 en 1977/1978 et 3 233 en 1979/1980, sans compter les nombreux étudiants irakiens qui poursuivent des études supérieures dans des universités à l'étranger. Parallèlement, les universités irakiennes ont accueilli en 1976/1977, 1 313 étudiants et étudiantes en provenance des autres pays arabes et 126 d'autres régions du monde. Au cours de l'année universitaire 1979/1980, 6 075 étudiants arabes et étrangers étaient inscrits dans les diverses disciplines scientifiques et humaines des universités irakiennes.

46. Le corps enseignant dans les institutions d'enseignement supérieur a connu une évolution similaire. Ainsi, le nombre d'enseignants y est passé de 2 166 en 1969/1970 à 5 207 en 1978/1979. De même le nombre d'étudiants inscrits dans les instituts de technologie est passé de 4 111 en 1974/1975 à 13 800 en 1977/1978.

/...

7. Le développement des universités, instituts de technologie et centres de recherche scientifique

a) Université de Bagdad

47. Cette Université a accueilli 2 056 étudiants et étudiantes au premier cycle universitaire au cours de l'année 1977/1978 et aux niveaux supérieurs, ce nombre est passé de 206 en 1967/1968 à 1 465 en 1977/1978.

48. Parallèlement, le corps enseignant est passé de 802 en 1967/1968 à 1 749 en 1977/1978.

b) L'Université de Mossoul

49. Cette Université qui a accueilli en 1976/1977 591 étudiants, répartis sur ses cinq facultés (médecine, école d'ingénieurs, sciences, agriculture, arts et lettres), en a accueilli 11 518 en 1978/1979.

c) L'Université Mustansiriya

50. Cette Université qui accueillait 4 202 étudiants des deux sexes en 1970/1971, en a accueilli 10 942 en 1977/1978 et l'Institut d'études arabes et socialistes qu'elle abrite et qui délivre des diplômes de maîtrise en a accueilli 19 en 1977/78 et 17 en 1978/79.

51. La Faculté de sciences administratives et économiques, qui délivre une maîtrise d'économie a accueilli 8 étudiants en 1977/78 et un nombre identique en 1978/79.

52. La Faculté des arts et lettres qui délivre un diplôme supérieur d'étude des manuscrits et documents anciens et un diplôme supérieur de bibliothéconomie et documentation, a accueilli 12 étudiants et étudiantes en 1977/1978 et 15 en 1978/1979.

d) L'Université de technologie

53. Le nombre d'étudiants admis au premier cycle dans les diverses disciplines scientifiques de cette Université, est passé de 235 en 1970/71 à 2 327 en 1978/79. Le nombre total d'étudiants qui était de 788 en 1970/71 a décuplé pour arriver à 7 822 en 1978/1979.

54. Le nombre d'étudiants dans les cycles supérieurs de cette Université qui était de 9 en 1974/1975 est passé à 60 en 1978/1979.

e) L'Université Salah al-Din

55. En 1968, année de sa création, cette Université a accueilli 403 étudiants de premier cycle. En 1978/1979, ce nombre était de 1 628. Le nombre d'étudiants des deux sexes admis aux niveaux supérieurs des études d'agriculture et de l'école d'ingénieurs est passé de 46 en 1976/1977 à 60 en 1977/1978 et à 51 au cours de l'année universitaire 1978/1979.

/...

f) L'Université de Bassora

56. Cette Université a vu son effectif étudiant augmenter considérablement, passant de 755 seulement en 1967/1968 à 2 558 en 1978/1979.

57. Parallèlement, le corps enseignant a vu son effectif passer, pour la même période, de 92 à 496 enseignants en tenant compte du fait que cette Université abrite actuellement les centres de recherche suivants :

- a) Le Centre d'études du Golfe arabe;
- b) Le Centre de calcul électronique;
- c) Le Centre d'études océanographiques;
- d) Le Centre hospitalo-universitaire.

g) L'Office des instituts de technologie

58. Le nombre total des étudiants inscrits dans les 16 instituts relevant de cet office, répartis sur tout le territoire, est passé de 940 en 1972/1973 à 13 800 en 1977/1978.

59. Le corps enseignant dépendant de cet office a de même vu ses effectifs croître, de 136 en 1972/1973 à 1 295 en 1978/1979, et le nombre des techniciens instructeurs est passé de 56 en 1972/1973 à 843 en 1978/1979.

h) L'Office de la recherche scientifique

60. Il est à noter ici que cet office bénéficie de l'approbation et du soutien de la direction du parti et de la révolution qui lui ont donné pour tâche de mettre la science au service du développement économique et d'utiliser la recherche scientifique pour la solution des problèmes et la suppression des obstacles sur la voie de la modernisation du pays. Au cours de la période 1972/1978, 120 projets de recherche ont été menés à bien par l'Institut de recherche sur les ressources naturelles, 61 par le Centre de recherche biologique, 19 par le Centre de recherche sur les dattes et les palmiers, 75 par l'Institut du pétrole, 35 par le Centre de recherche agricole et 51 par le Centre de recherche sur la construction. Par ailleurs, le Centre de documentation scientifique a édité neuf affiches murales et quatre bibliographies spécialisées.

i) L'Université Al Rashid

61. Sur recommandation du Conseil de l'enseignement supérieur, le Conseil du commandement révolutionnaire a approuvé la création à Bagdad de l'Université Al Rashid, ouverte aux étudiants arabes et irakiens.

j) L'Université islamique

62. Le Conseil de commandement révolutionnaire a décidé la création d'une université islamique, rattachée, sur tous les plans, financier, administratif et scientifique, au Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dont la loi de création (N° 116 de 1972) a été amendée à cet effet. Les facultés dont se compose cette Université enseignent les diverses disciplines scientifiques et humaines dont : le droit, religieux et laïc et la jurisprudence, la langue arabe, la théologie, les sciences de l'ingénieur et les sciences.

II. ARTICLE 15 DU PACTE

A. Droit de bénéficier du progrès scientifique

63. L'Iraq reconnaît le droit de tout individu de participer à la vie culturelle. Tout Iraquien ou Iraquienne peut, sans discrimination aucune, adhérer aux associations culturelles et littéraires, écrire pour la presse, la radio ou la télévision et publier des livres ou des revues. Ces droits sont inscrits dans les statuts de l'Union des écrivains irakiens comme dans ceux d'autres organisations culturelles telles que l'Union des femmes irakiennes, l'Union nationale des étudiants irakiens et les syndicats d'enseignants, de journalistes et de juristes et autres.

64. L'Iraq reconnaît aussi le droit de tout individu de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications et ceci aux termes mêmes de la Constitution provisoire et de la législation en découlant.

65. La jouissance des droits matériels afférents aux oeuvres culturelles est protégée par les lois sur le droit d'auteur, sur les brevets et les inventions. Par ailleurs, tout ouvrage publié ou traduit en Iraq est dûment rémunéré. En tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), l'Iraq est partisan de la coopération internationale dans les domaines culturels, scientifiques et artistiques et a signé des accords bilatéraux et multilatéraux avec plusieurs Etats. La loi No 52 de 1981 a porté adhésion de l'Iraq à la Convention multilatérale tendant à éviter la double imposition des redevances de droits d'auteur ainsi qu'au protocole additionnel s'y rapportant.

B. L'aide fournie par l'Iraq en matière d'éducation
aux pays arabes frères et aux pays amis

66. L'aide du Gouvernement irakien en matière d'éducation et de culture couvre plus de 20 pays arabes frères et pays amis et se compte en milliers de dollars, en milliers de livres scolaires, en dizaines d'écoles et de facultés et en centaines de professeurs et d'instituteurs détachés. Depuis son avènement, la révolution a toujours accordé la plus haute importance à l'acquisition du savoir, déployant les plus grands efforts en vue d'assurer le succès des activités éducatives visant à élever le niveau culturel de l'individu dans les pays auxquels il fournit une aide, considérant en cela que la personne humaine est un objectif et non un simple instrument.

67. L'Iraq ne limite pas son assistance en matière d'éducation aux pays arabes, il l'a étendue à d'autres pays asiatiques et africains.

/...

68. Cette aide matérielle et morale de l'Iraq aux pays frères et amis est, qualitativement et quantitativement diversifiée pour s'adapter aux besoins des pays bénéficiaires. Elle est constituée principalement d'aides financières, de fournitures de matériel et d'envois d'enseignants et prend les formes suivantes :

- a) La prise en charge des salaires d'instituteurs et de professeurs du pays bénéficiaire;
- b) L'octroi de dons en espèces;
- c) L'envoi d'instituteurs et de professeurs;
- d) La fourniture de manuels scolaires;
- e) La fourniture de matériel d'enseignement tel que projecteurs et appareils de reproduction et d'impression;
- f) La construction d'écoles et de facultés ainsi que leurs annexes.

69. L'aide fournie pendant la période 1970-1975 est très réduite, comparée à la période suivante 1975-1980 mais elle n'en reste pas moins importante.

70. Ainsi, des dizaines d'écoles ont été construites au Yémen du Nord, ainsi qu'une faculté des lettres à Tunis et une école normale en Mauritanie, pour un coût total de 3,5 millions de dollars, auquel il faut ajouter 165 000 dollars au titre du mobilier.

71. Il serait difficile de décrire dans le détail l'ensemble de l'aide fournie par l'Iraq mais l'on peut citer, dans le seul domaine de l'envoi des enseignants, les exemples suivants :

Mauritanie	44 enseignants, auxquels 29 sont venus s'ajouter ultérieurement
Algérie	395 enseignants
Somalie	38 enseignants dont 4 moniteurs de formation professionnelle
Malte	5 enseignants
Afghanistan	3 enseignants
Jordanie	2 enseignants
Nigéria	11 professeurs d'université
Indonésie	2 enseignants
Mali	1 enseignant
Les Maldives	2 enseignants

/...

72. En matière de fourniture de livres aux pays susmentionnés, on peut citer le cas du Nigéria qui a reçu 11 000 livres scolaires et celui de la Tunisie qui en a reçu 750 000, couvrant toutes les disciplines, en 1980, contre 500 000 seulement en 1978.

C. Les étudiants étrangers en Iraq

73. L'Iraq a ouvert les portes de ses écoles et de ses universités à tous les étudiants arabes sans conditions ni restrictions.

1. Aux niveaux primaire et secondaire et dans les classes préparatoires

74. Le Ministère de l'éducation prend en charge le candidat boursier, à compter de sa date d'entrée en Iraq, le passeport faisant foi et lui verse une indemnité mensuelle à titre d'avance, à compter du dépôt de sa demande. Dans certains cas, les frais de voyage des étudiants boursiers sont aussi pris en charge par le Ministère.

75. Cette prise en charge des étudiants prend les formes suivantes :

- a) Internat gratuit;
- b) Indemnité mensuelle de 25 dinars;
- c) Remboursement des frais personnels tels que lessive et repassage, coiffeur, etc., et tarifs réduits sur les déplacements à l'intérieur de l'Iraq;
- d) Fourniture annuelle d'un habillement d'hiver et d'un habillement d'été ou octroi de la somme correspondante;
- e) Soins gratuits dans les hôpitaux publics;
- f) Fourniture d'un billet d'avion pour le retour de l'étudiant dans son pays d'origine à la fin de la période pour laquelle une bourse lui a été accordée;
- g) Organisation, chaque année, de voyages touristiques permettant aux étudiants étrangers de découvrir les monuments du passé et le développement présent de l'Iraq.

2. Dans l'enseignement supérieur

76. Les statistiques les plus récentes situent le nombre d'étudiants et d'étudiantes arabes inscrits dans les diverses disciplines des universités irakiennes à 5 484, auxquels il faut ajouter 189 étudiants et étudiantes inscrits dans les cycles supérieurs.

77. Le nombre minimum d'étudiants venus des autres pays arabes dépend essentiellement du nombre total d'étudiants irakiens inscrits chaque année, puisque 10 p. 100 des places disponibles leur sont réservées. De plus, et c'est là un acquis considérable pour les étudiants arabes en Iraq, une décision du Conseil du commandement révolutionnaire, en date du 6 février 1980, a étendu à tous les

/...

étudiants arabes et étrangers inscrits dans les instituts d'études supérieures et les universités irakiennes, le droit de postuler à une bourse pour poursuivre leurs études en dehors de l'Iraq et cela à compter de l'année universitaire 1980.

D. Réalisations de l'Iraq en matière de développement individuel et social

1. Protection sociale

78. Après la promulgation de la loi No 195 de 1978 relative au Ministère du travail et des affaires sociales - loi qui constitue une nouvelle approche radicale en vue de la réalisation d'objectifs d'une plus grande portée sociale -, il était indispensable de réunir les conditions voulues et, en particulier, de créer l'infrastructure organisationnelle permettant de répondre aux besoins en évolution de la situation, de définir les objectifs futurs et les moyens de les atteindre. C'est ainsi qu'a été créé l'Office public de protection sociale en tant qu'organisme chargé des services sociaux et de la protection des handicapés, qu'a remplacé les organisations antérieures.

a) Services sociaux

79. A la fin de 1979, le nombre des orphelins et des personnes appartenant à des catégories analogues ayant bénéficié des services des centres de protection de la jeunesse s'élevait à 1 018 et 356 personnes bénéficiaient des services des centres de protection des handicapés et des personnes âgées. On s'est également penché sur la qualité des programmes organisés dans le cadre de ces centres, intérêt qui s'est traduit par une révision globale du régime qui les régissait. A l'issue de cet examen, l'approche adoptée consistait à créer des services spécialisés chargés de la protection des vieillards et des personnes âgées, des handicapés et des indigents en tant que catégories distinctes afin d'éviter de les traiter uniformément.

80. Il a été élaboré des plans globaux concernant tous les aspects des activités ainsi qu'un calendrier détaillé (jour, mois, année), compte tenu du nombre des bénéficiaires et des compétences et effectifs disponibles. Il en est résulté une plus grande programmation et un renforcement des principes de la nouvelle politique sociale en ce qui concerne la recherche de solutions aux problèmes individuels et collectifs. En outre, on a assisté en 1979-1980 à la création d'un grand nombre de jardins d'enfants, notamment dans les gouvernorats de Wasit, Bassora, Al-Qadisiyah, Babil, Misan, Ninive et Salah Al-Din. Cette expansion est due à l'application du principe selon lequel il convient d'accorder à la femme de plus grandes chances pour lui permettre d'exploiter son potentiel dans les différents domaines d'activités, et d'assurer l'éducation des enfants - richesse de la nation.

81. En décembre 1979, le Ministère du travail et des affaires sociales a organisé un colloque national sur l'enfance au cours duquel ont été présentées plusieurs études concernant les problèmes d'ordre social, médical, psychologique et récréatif qui affectent directement la vie des enfants en Iraq. Sur la proposition du Comité national pour l'Année internationale de l'enfant a été créé un organisme de la protection de l'enfance en Iraq, présidé par le Ministre du travail. Par ailleurs, la loi No 126 de 1980 relative à la protection sociale comportait de nouveaux

concepts. Outre le versement d'allocations familiales, il s'agissait notamment de la méthode consistant à confier un enfant à une famille qui, sous la supervision directe des assistants sociaux, devrait en prendre soin. Cette loi souligne également que les Iraquiens tombant sous le coup de cette loi avaient le droit de poursuivre des études dans les universités et les instituts d'études supérieures. La loi garantit donc les droits des citoyens à toutes les étapes de leur vie.

b) Promotion des personnes handicapées

82. L'intérêt suscité par ce genre de service s'est traduit par un renforcement considérable de la capacité d'accueil des centres de rééducation et par leur répartition dans toutes les régions du pays. En outre, les techniques de pointe sont systématiquement utilisées dans le traitement et la rééducation des personnes handicapées, le principe étant d'assurer la protection sociale de tous les Iraquiens et à tous les ressortissants des pays arabes résidant en Iraq.

83. Au cours de la période 1979-1980, 21 centres de rééducation ont été ouverts à Bagdad. Il s'agit de centres de rééducation des aveugles, des retardés mentaux, des sourds, des muets, des paralytiques, des sourds-muets et des handicapés physiques. En outre, un internat a été ouvert à l'intention des femmes et jeunes filles aveugles.

84. Par ailleurs, des centres de rééducation des personnes handicapées ont été ouverts à Erbil (2), à Bassora (3), à Nedjef (2), à Karbalâ (2), ainsi que dans les gouvernorats de Wasit, Al-Muthanna, Misan, Ta'mim, Salah al-Din et dans le district de Balad, soit au total 76 projets en 1979-1980.

85. L'augmentation du nombre de centres de rééducation des personnes handicapées s'est doublé d'une amélioration sensible en matière d'enseignement, de formation professionnelle, etc., grâce à l'élaboration de programmes d'un niveau élevé. L'action sociale en faveur des personnes handicapées en Iraq est ainsi devenue un modèle à suivre, comme l'attestent les déclarations faites par les responsables et les spécialistes aussi bien arabes qu'étrangers qui ont visité l'Iraq.

86. Contrairement à ce qui se passe dans bien des pays en développement, les programmes de protection sociale des personnes handicapées en Iraq ne visent pas simplement à leur fournir un abri, la politique adoptée étant fondée sur deux principes interdépendants : d'une part la prestation des services de base nécessaires aux personnes handicapées, de l'autre leur réadaptation et intégration à la vie sociale afin de tirer parti de leurs talents dans le processus de développement et de progrès et, partant, de s'affirmer en tant que personnes humaines dignes de respect en tant que citoyens productifs. En effet, au cours de la courte période allant du 29 mars au 1er juillet 1980, 1 532 personnes handicapées ont été employées dans le gouvernorat de Bagdad et 1 500 sont en passe de l'être.

87. Afin d'éviter le double emploi ou les chevauchements de compétences, les oeuvres de charité relevant du Ministère de l'administration locale ainsi que l'ensemble des institutions de protection des personnes handicapées relevant du Ministère de l'éducation dépendent maintenant du Ministère du travail et des affaires sociales, ce qui permet d'inscrire leurs activités dans un cadre juridique

/...

intégré. La loi No 126 de 1980 relative à la promotion sociale a également provoqué un changement radical de la structure organisationnelle de l'Office public de la promotion sociale relevant du Ministère du travail et des affaires sociales. L'article 27 de cette loi prévoit la création d'un fonds de protection de la famille sur lequel sont prélevées les allocations familiales. Il prévoit également la création d'un service de protection de la famille chargé de superviser, pendant les différentes étapes de l'application de cette loi, les travaux des commissions de protection de la famille devant être créé dans les différents centres de gouvernement ou de district du pays. Il est également prévu de créer de nouveaux centres ou de renforcer les centres existants tel que le Centre de diagnostic des incapacités, le Centre de protection des handicapés physiques, le Centre de protection des handicapés mentaux et des personnes présentant des troubles psychologiques, le Centre pour la protection des aveugles, le Centre pour la protection des invalides souffrant d'une incapacité totale, le Centre des ateliers d'Etat et les coopératives de production pour personnes handicapées.

88. Ces centres sont chargés du diagnostic, de la classification, de la protection et de la rééducation ainsi que de la prestation de services sociaux, médicaux et éducatifs, en collaboration avec les différents services spécialisés tels que les instituts du 17 juillet, les centres de formation professionnelle, les instituts de protection des aveugles et les institutions de protection des personnes âgées et des grands infirmes. Le Centre des ateliers de l'Etat et des coopératives de production susmentionnées a pour objectif d'assurer la réintégration sociale des personnes handicapées par le biais du travail, en mettant à contribution ces sources additionnelles de main-d'oeuvre, dans le cadre du Plan national de production.

89. La loi relative à la protection de la capacité de production est fondée sur l'équilibre des droits et des devoirs de l'individu, considéré comme objectif fondamental et central. L'Etat ne ménage aucun effort pour que le citoyen, ainsi que sa famille, puisse jouir de tous les avantages sociaux et lui garantit le droit au travail. L'Etat vient également en aide aux familles indigentes ou à faible revenu grâce à l'octroi d'allocations familiales dont le montant est calculé sur la base de deux critères objectifs, à savoir la dimension de la famille et le salaire minimum garanti.

90. Cette loi accorde également une importance particulière à l'enfance - avenir de la nation - et prévoit les moyens nécessaires à sa protection tels que la création de jardins d'enfants publics.

2. Formation professionnelle

91. L'article 2 de la loi No 195 de 1978 relative au Ministère du travail stipule que l'Office public de l'emploi et de la formation professionnelle devrait assurer à tout individu capable de travailler la possibilité d'exploiter pleinement son potentiel, veiller à ce que la population active soit répartie en fonction des plans nationaux de développement et des besoins effectifs, élaborer une politique salariale s'appliquant à toutes les professions et propager et promouvoir les pratiques démocratiques dans les relations professionnelles.

92. En matière de formation professionnelle, l'Office est le principal fournisseur de main-d'oeuvre pour les projets concernant l'industrie et les services : il assure, en effet, la formation de spécialistes dans de nombreux domaines. En 1979, 1.165 stagiaires ont pu ainsi recevoir leur diplôme des cinq centres de formation qui relèvent de l'Office.

3. Education des travailleurs

93. L'Office d'éducation des travailleurs qui relève du Ministère du travail et des affaires sociales a pour objectifs d'améliorer la compétence et le niveau professionnel des travailleurs grâce à l'organisation, dans ses propres locaux ou dans les centres culturels des unions de travailleurs et des syndicats, de stages de formation, de programmes de conférences publiques et de séminaires en vue de former des cadres syndicaux et des dirigeants syndicalistes, jeunes et dynamiques.

94. L'Office poursuit également ses activités éducatives grâce à la participation aux cycles de formation, publics et privés, organisés par les départements de l'économie du travail et des études syndicales de l'Institut d'études du travail, la Direction générale de l'éducation publique et la succursale de l'Office à Bassora. Les instituts spécialisés ci-après ont été créés :

- a) L'Institut d'études syndicales;
- b) L'Institut d'économie du travail, chargé de superviser les stages de formation organisés par l'Office;
- c) L'Institut de droit du travail.

95. L'Office a été doté d'une imprimerie perfectionnée pour la production de manuels, de brochures et de rapports en matière d'enseignement et de formation.

4. Réforme sociale

96. Conformément aux dispositions de l'article 2 de la Loi No 195 de 1978, le Ministère du travail et des affaires sociales est chargé de superviser les travaux des différentes institutions de protection sociale, de redressement et de rééducation et de veiller à la protection des familles des personnes se trouvant dans ces institutions de réforme sociale afin qu'elles ne s'écartent pas du droit chemin. Le processus de redressement est fondé sur le principe selon lequel tout individu a une valeur inhérente extrêmement importante et mérite donc d'être aidé à surmonter les problèmes qui l'empêchent de s'intégrer à la société et d'y jouer le rôle qui lui revient. La révision de l'ensemble de la politique adoptée en matière pénale à laquelle on a dû procéder après la révolution du 17 juillet a donné d'excellents résultats que l'on considère comme exemplaires par rapport à ce qu'on constate dans les pays du tiers monde.

97. Les prisons traditionnelles créées à des fins purement répressives ont maintenant cédé la place à des établissements de réforme sociale où l'on procède soigneusement à la classification des détenus selon la nature du délit, et où l'on applique les résultats de la recherche scientifique en vue de déterminer la forme de traitement la plus appropriée dans chaque cas. De même, les détenus bénéficient

/...

aussi bien de services éducatifs et sociaux que de services médicaux, nutritionnels, récréatifs et autres. Un changement radical a été également opéré grâce à l'introduction de nouvelles formes de travail, conformément aux recommandations d'un comité technique d'experts en de nombreux domaines. La mise en liberté surveillée et les congés dans les foyers ont également contribué au succès des programmes de rééducation des détenus.

98. De nouveaux textes législatifs et réglementaires régissant l'Office public de réforme sociale ont été élaborés. Des centaines de détenus ont été relâchés et ont maintenant la possibilité de commencer une nouvelle vie grâce aux dispositions des différentes décisions promulguées par le Conseil révolutionnaire telles que la décision No 109 de 1979 proclamant une amnistie générale en faveur des militaires et des civils qui avaient fui le pays, et la décision No 108 de 1979 proclamant une amnistie générale en faveur des militaires et des civils kurdes.

99. La principale caractéristique de ces décisions réside dans le fait que, outre qu'elles rendent leur liberté à des centaines de citoyens, elles leur accordent la possibilité de travailler, de gagner leur vie et de servir la communauté.

100. Au cours de cette période, on a assisté à la création d'un centre de rééducation pour les jeunes vagabonds. Après le transfert de ces derniers au nouveau centre, la maison de surveillance où ils étaient détenus a été exclusivement réservée aux jeunes contre lesquels des charges ont été retenues.

101. A la fin de 1979, le Centre national de recherche sociale et de criminologie a élaboré un plan d'action détaillé concernant les activités quotidiennes, mensuelles et annuelles des établissements de rééducation des jeunes et des adultes.
